PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DEPARTEMENT DES
LANDES
ARRONDISSEMENT DE
DAX
COMMUNE DE SOUPROSSE

Nombre de conseillers élus :

15

Conseillers en fonction :

15

Conseillers présents et
représentés :

15

Séance ordinaire du 19 Octobre 2020 à 19 H 30

Sous la présidence de Monsieur Christian DUCOS,
Maire.

Présents : M. DUCOS Christian – Mme DUFAU Sylvie - M. DUPOUY Philippe – M. GUEHEL Dominique - Mmes RASOAMAHARO Marlène - ROQUES Laurence – M. LACOUTURE Éric - Mme MAUVOISIN Christine – M. LARREZET Xavier – M. SAUBIGNAC Thierry – M. BATS Aurélien – M. JABOT David.

Absentes excusées : Mme LAPEYRE Colette (donne pouvoir à Mme DUFAU Sylvie) – Mme DOUSSAN Béatrice (donne pouvoir à Mme RASOAMAHARO Marlène) – Mme CARRERE Françoise (donne pouvoir à M. GUEHEL Dominique)

Secrétaire de séance : M. LARREZET Xavier

Date de convocation : 13 Octobre 2020

Préambule

Monsieur le Maire invite l'assemblée à observer une minute de silence en hommage à Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie, en charge de l'enseignement moral et civique, au collège du Bois d'Aulne à Conflans-Sainte-Honorine assassiné par un terroriste vendredi dernier.

L'inscription #jesuisenseignant sera publiée sur le panneau électronique et le drapeau mis en berne à la mairie. Ainsi, nous rappelons notre attachement aux grands principes de la République et l'immense respect dû à celles et ceux qui ont pour mission de former les citoyens de demain.

DCM 2020.10.095

Adoption du règlement intérieur du Conseil Municipal

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Exposé :

Le règlement intérieur a pour objet d'améliorer la démocratie locale et l'accès aux règles de fonctionnement des élus et des administrés. Il ne s'agit donc pas d'une simple formalité obligatoire mais bien d'un document interne utile sur la durée du mandat, auquel il convient de se référer en cas de difficulté.

Conformément à l'article 82 de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 (loi NOTRe), cette obligation est, depuis le renouvellement général des conseils municipaux de 2020, applicable à toutes les communes de 1000 habitants et plus.

Selon l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par l'article 123 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), dans les communes de 1000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation.

Le Conseil Municipal,

Considérant l'installation du Conseil municipal lors de sa séance du 23 mai 2020 suite aux élections municipales et communautaires du 15 mars 2020,

Considérant que conformément à l'article L 2121-8 du code général des Collectivités territoriales, dans les Communes de plus de 1000 habitants le Conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation,

Considérant que le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne dans le respect des lois et règlements en vigueur et qu'il a pour vocation, notamment, de renforcer le fonctionnement démocratique de l'Assemblée locale,

Vu le projet de règlement intérieur du Conseil municipal pour le mandat 2020/2026, ci-annexé,

Après délibération, à l'unanimité,

APPROUVE, dans les termes annexés à la présente délibération, le règlement intérieur du Conseil municipal de la Commune de Souprosse pour le mandat 2020/2026.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit règlement intérieur ainsi que tout document relatif à la présente délibération.

DCM 2020.10.096

Budget Commune : décision modificative n°2

Rapporteur : Sylvie DUFAU

Exposé :

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il convient d'ouvrir des crédits supplémentaires pour l'acquisition de mobilier au groupe scolaire sur le compte 2184 – opération 803
Groupe scolaire, comme suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
ARTICLE	MONTANT	ARTICLE	MONTANT
2184 (op 803) Mobilier	+ 3 000,00 €		
2313 (op 1903) Constructions	- 3 000,00 €		

Le Conseil Municipal après délibération

- **VOTE** comme indiqué ci-dessus la décision modificative n°2 du budget principal COMMUNE.

DCM 2020.10.097**Budget Commune : décision modificative n°3****Rapporteur** : Sylvie DUFAU

Exposé :

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il convient d'ouvrir des crédits supplémentaires sur l'opération 2004 – construction de deux logements mitoyens sur le lot 28 du lotissement Les Terrasses de l'Adour, comme suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
ARTICLE	MONTANT	ARTICLE	MONTANT
2313 (op 2004) Constructions	+ 7 000,00 €		
21318 (op 1901) Constructions	- 7 000,00 €		

Le Conseil Municipal après délibération

- **VOTE** comme indiqué ci-dessus la décision modificative n°3 du budget principal COMMUNE.

DCM 2020.10.098**Révision loyer cabinet infirmier au Pôle Santé**

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 07 Octobre 2013 décidant d'attribuer la location du local communal à usage de cabinet infirmier situé au n° 50 avenue Hagenthal le Bas -40250 SOUPROSSE- à Madame BRUNELLE Béatrice, infirmière, à compter du 1^{er} novembre 2013,

Vu l'avenant à bail professionnel portant transfert du bail au profit de la SCM Cabinet infirmier BRUNELLE EMONT à compter du 1^{er} août 2017,

Conformément au contrat de bail à usage professionnel signé le 04 Novembre 2013, et notamment l'article 7 – REVISION DU LOYER,

Après exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

DECIDE de réviser le loyer du local communal à usage de cabinet infirmier situé au n° 50 avenue Hagenthal le Bas à compter du 1^{er} novembre 2020,

Montant du loyer révisé : 374,80 € (Trois cent soixante-quatorze euros et quatre-vingt cents).

DCM 2020.10.099**Pôle santé : Convention occupation temporaire local au profit de la SCM cabinet infirmier BRUNELLE EMONT****Rapporteur** : Christian DUCOS, Maire

Exposé :

Monsieur le Maire informe l'assemblée de la demande de la SCM Cabinet infirmier BRUNELLE EMONT, qui souhaite installer une annexe de leur cabinet d'infirmières au

Pôle santé sis n°50 avenue Hagenthal le Bas pour y effectuer les tests relatifs au dépistage du COVID-19.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

DECIDE d'attribuer partie du local du Pôle santé sis n° 50 avenue Hagenthal le Bas – 40250 SOUPROSSE à la SCM Cabinet infirmier BRUNELLE EMONT pour y installer une annexe de leur cabinet infirmier.

PRECISE qu'il s'agit d'un contrat d'occupation du domaine public à titre précaire et temporaire établi pour une durée de six mois et dix jours, du 21 Septembre 2020 au 31 mars 2021.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention précaire d'occupation du domaine public avec la SCM cabinet infirmier BRUNELLE EMONT.

PRECISE que ce contrat est consenti à titre gratuit pendant la durée de la convention et sera révisé à l'issue de la période.

DCM 2020.10.100

Mise en oeuvre RIFSEEP par cadre d'emplois

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Le Conseil Municipal,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 88,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat

VU les arrêtés ministériels du 20 mai 2014, du 19 mars 2015, du 28 avril 2015, du 3 juin 2015, du 29 juin 2015, du 15 décembre 2015, du 17 décembre 2015, du 18 décembre 2015, du 22 décembre 2015, du 27 décembre 2016, du 30 décembre 2016 et du 16 juin 2017 et du 7 décembre 2017,

VU l'avis du comité technique en date du

CONSIDERANT la réforme en cours dans la fonction publique territoriale sur le régime indemnitaire avec une application progressive du RIFSEEP

CONSIDERANT les montants annuels maxima prévus par les textes susvisés,

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

- D'instituer les indemnités suivantes au profit des agents de la Commune relevant des cadres d'emplois suivants :

Cadre d'emplois de catégorie A : Attaché territorial

Cadre d'emplois de catégorie C : Adjoint administratif – ATSEM –

Agent de maîtrise – Adjoints techniques

1 – L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)

Pour la mise en place de l'IFSE, des groupes de fonctions, par cadre d'emplois, sont créés sur la base des critères professionnels suivants :

- L'encadrement et la coordination, la responsabilité
- La technicité, le niveau d'expertise
- Les sujétions particulières (la polyvalence, la connaissance du poste, le niveau de qualification)

Groupes de fonctions et montants maxima annuels (plafonds) :

Groupes de fonctions (nombre de groupes de fonctions à déterminer selon l'organisation de la collectivité)	Fonctions / postes / emplois	Montants annuels maxima
--	------------------------------	-------------------------

Cadre d'emplois des attachés territoriaux

A1	Fonctions de : - Collaborateur direct du Maire et des adjoints - Mise en place politique équipe municipale	36 210 €
----	--	----------

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

C3	Fonctions de : - accueil du public (physique et téléphonique) - aide à la rédaction des documents administratifs	10 800 €
----	--	----------

Cadre d'emplois des ATSEM

C3	Fonctions de : - assistance du personnel enseignant pour l'accueil et l'hygiène des enfants des classes maternelles ou enfantines - Mise en œuvre des activités pédagogiques prévues par les enseignants	10 800 €
----	--	----------

Cadre d'emplois des agents de maîtrise

C1	Fonctions de : - Responsable des services techniques - Encadrement et pilotage d'une équipe de travail - Planification et organisation du travail	11 340 €
----	--	----------

Cadre d'emplois des adjoints techniques

C2	Fonctions de : - Mise en œuvre travaux de réhabilitation, constructions neuves, grosses réparations - poste de relais sous le contrôle du responsable des services techniques	10 800 €
----	---	----------

C3	Fonctions de : - Exécution travaux entretien sur bâtiments communaux, voirie, réseau irrigation - Distribution et service repas cantine - accompagnement des enfants de l'école la prise des repas	10 800 €
----	---	----------

L'autorité territoriale est chargée de fixer, par arrêté, le montant individuel d'IFSE attribué à chaque agent compte tenu de son groupe de fonctions d'appartenance et des critères suivants :

- niveau de responsabilité,
- niveau d'expertise

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise versée aux agents sera réexaminée dans les conditions suivantes :

- à minima, tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent ;
- En cas de changement de grade, de cadre d'emplois suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

Le réexamen de l'IFSE pour tenir compte de l'expérience professionnelle acquise par les agents se fera en tenant compte des critères suivants :

- élargissement et consolidation des savoirs techniques et des pratiques
- formations suivies et valorisation sur le terrain

2 - Le complément indemnitaire annuel (CIA)

Un complément indemnitaire annuel est attribué au profit des cadres d'emplois susvisés dans la limite, par groupe de fonctions, des montants annuels maxima (plafonds) suivants :

Groupes de fonctions	Montants annuels maxima
----------------------	-------------------------

Cadre d'emplois des attachés territoriaux

A1	6 390 €
----	---------

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

C3	1 200 €
----	---------

Cadre d'emplois des ATSEM

C3	1 200 €
----	---------

Cadre d'emplois des agents de maîtrise

C1	1 260 €
----	---------

Cadre d'emplois des adjoints techniques

C2	1 200 €
C3	1 200 €

L'autorité territoriale est chargée de fixer, par arrêté, le montant individuel attribué à chaque agent au titre du CIA en fonction des critères suivants :

- Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs
- Les compétences professionnelles et techniques
- Les qualités relationnelles
- La capacité d'encadrement

Les primes et indemnités versées aux agents à temps non complet seront calculées au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.

Les agents contractuels de droit public percevront des primes pour les fonctions correspondant à leur emploi dans les mêmes conditions que les agents titulaires, 6 mois après la signature du contrat.

Périodicité de versement :

- L'IFSE sera versée mensuellement.
- Le CIA sera versé mensuellement

En cas d'arrêt de travail, l'IFSE et le CIA seront versés dans les conditions suivantes :

- congé de maladie ordinaire : maintien jusqu'à la fin du 3^{ème} mois d'arrêt de travail consécutif pour les agents titulaires ou stagiaires affiliés à l'IRCANTEC ainsi que pour les agents titulaires ou stagiaires affiliés à la CNRACL. A l'issue, le RIFSEEP est supprimé.
- congé de maternité, paternité, adoption et accueil de l'enfant : le RIFSEEP suit le sort du traitement sans préjudice des critères mis en place pour le CIA
- maintien pendant les périodes d'accident du travail, CITIS (congés pour invalidité temporaire imputable au service)
- maintien pendant les périodes de maladie professionnelle
- temps partiel thérapeutique : maintien au prorata du temps de travail
- maintien pendant les périodes de PPR (période préparatoire au reclassement)

L'IFSE et le CIA seront supprimés dans les autres cas liés à la maladie ou pour accident de la vie privée.

Le montant indemnitaire mensuel perçu par chaque agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et le cas échéant aux résultats est conservé au titre de l'IFSE dans sa totalité.

La présente délibération prend effet à compter du 1^{er} décembre 2020.

DCM 2020.10.101

Budget Commune : décision modificative n°4

Rapporteur : Sylvie DUFAU

Exposé :

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il convient d'ouvrir des crédits supplémentaires sur l'opération 1902 – Ecole numérique, comme suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
ARTICLE	MONTANT	ARTICLE	MONTANT
2183 (op 1902) Matériel de bureau et matériel informatique	+ 3 500,00 €		
21318 (op 1901) Constructions	- 3 500,00 €		

Le Conseil Municipal après délibération

- **VOTE** comme indiqué ci-dessus la décision modificative n°4 du budget principal COMMUNE.

DCM 2020.10.102

Facturation divers travaux

Rapporteur : Philippe DUPOUY

Exposé : Le rapporteur informe l'assemblée que divers travaux ont été effectués par les employés communaux chez des particuliers et pour le compte de la CUMA de Goudosse.

Il est proposé à l'assemblée de refacturer ces travaux à qui de droit.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
(M. DUPOUY Philippe ne participe pas au vote)

ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire,

DECIDE de facturer les fournitures et divers travaux réalisés comme suit :

- **Travaux de terrassement chez M DUPOUY Philippe -EARL DE CUHORT – 227 Route de Cauna pour un montant total de 45,00 €**
Tuyaux irrigation Ø 110 : 9 ml x 5 = 45,00 €
- **Travaux de terrassement chez M. TAUZIA Philippe - EARL DE LA PRAIRIE – 49 Chemin de Castaillon – 40250 SOUPROSSE pour un montant total de 45,00 €**
Tuyaux irrigation Ø 110 : 9 ml x 5 = 45,00 €
- **Travaux de terrassement pour la CUMA DE GOUDOSSE – 40250 SOUPROSSE pour un montant total de 600,00 €**
2 écobox Ø 600 à 300 € l'unité = 600,00 €
- **Travaux entretien des tombes au cimetière communal pour la famille DE GAVARDIE DE MONCLAR - à l'attention de Mme Françoise PELLETT 275 Chemin du bac- 60610 LA CROIX SAINT OUEN - pour un montant total de 80,00 €**
Forfait travaux = 80,00 €
- **Travaux élagage d'arbres Route de Goudosse pour Mme DECIS - 978 Route de Mont de Marsan -40090 SAINT MARTIN D'ONEY pour un montant total de 400,00 €**
Forfait travaux = 400,00 €
- **Travaux élagage arbres pour M. LAFITTE Hervé -EARL TRASSOULET – 444 Route de Trassoulet -40250 TOULOUZETTE - pour un montant total de 200,00 €**
Forfait travaux = 200,00 €

- **Travaux de terrassement chez M. TASTET Cyril - EARL BOUHEBEN - 878 Chemin de Saransot - pour un montant total de 87 €**

Location mini-pelle sans chauffeur :

3 h x 29 € = 87,00 €

DCM 2020.10.103

Approbation convention tripartite entre la Commune, le Club bouliste souprossais et l'Amicale des retraités Les Cyclamens pour la mise à disposition des salles associatives au boulodrome

Rapporteur : Christian DUCOS Maire

Exposé :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Considérant l'intérêt pour la Commune de mettre à disposition les locaux relevant de son domaine public sur le site du pôle associatif du boulodrome, au profit des associations « Club bouliste Souprossais » et « Amicale des retraités Les Cyclamens » ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

APPROUVE les termes de la convention annexée, régissant les rapports entre la Commune de SOUPROSSE, le « Club Bouliste Souprossais » et l' « amicale des retraités Les Cyclamens » pour l'occupation et l'utilisation des locaux appartenant au domaine public de la Commune et mis à disposition des dites associations.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous les documents y afférents.

DCM 2020.10.104

Appel aux dons pour les Alpes Maritimes

Rapporteur : Christian DUCOS Maire

Le rapporteur fait part à l'assemblée du communiqué suivant émanant de l'association des maires des Alpes Maritimes et relayé par l'association des Maires et des Présidents de communautés des Landes :

« L'Association des Maires et l'Association des Maires ruraux des Alpes-Maritimes lancent un appel aux dons pour les communes sinistrées des vallées des Alpes-Maritimes suite à la tempête meurtrière qui a lourdement frappé le territoire.

Le 2 octobre 2020, la tempête « Alex » a ravagé les vallées de la Vésubie, de la Roya et de la Tinée provoquant des inondations destructrices.

Les communes de ces trois vallées du haut pays niçois et mentonnais ont subi des dégâts catastrophiques exceptionnels. Plusieurs villages sont dévastés.

Des infrastructures majeures telles que les routes, les ponts, les réseaux d'électricité et de communication, les stations d'épuration, les casernes de pompiers, gendarmeries et de nombreux équipements publics ont été rasés par les flots.

Les premières estimations chiffrent déjà à plusieurs centaines de millions d'euros les travaux de reconstruction. Le chiffre d'un milliard risque malheureusement d'être atteint au vu de l'ampleur des dégâts sur les maisons et les infrastructures, selon les autorités.

Plus de 400 évacuations d'habitants sinistrés traumatisés ont été réalisées vers le littoral. Le bilan humain s'alourdit de jour en jour.

De nombreux messages de solidarité sont parvenus de toute la France. Cet élan fraternel apporte un peu de réconfort aux Maires des communes sinistrées et leurs administrés qui ont tout perdu. »

Le Conseil municipal, après délibération, à l'unanimité DECIDE :

- **D'attribuer un don exceptionnel** d'un montant de 500 € pour les communes sinistrées des vallées des Alpes-Maritimes suite à la tempête Alex.
- De verser ces fonds sur un compte dédié auprès de l'association des maires ruraux des Alpes Maritimes : FR76 1910 6006 3600 7703 9601 842 référence «Solidarité sinistrés tempête Alex »
- De prévoir les crédits nécessaires sur le compte 6748 « Autres subventions exceptionnelles ».

DCM 2020.10.105

Refacturation de produits d'hygiène et petits équipements à diverses associations dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID 19

Rapporteur : Dominique GUEHEL

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que la commune s'est dotée de distributeurs automatiques de gel hydroalcoolique et de produits d'hygiène dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID 19.

Ces équipements seront installés dans les salles associatives et mises à disposition de diverses associations de la commune.

Les associations utilisatrices proposent de participer financièrement à ces acquisitions comme suit :

- Inter associations (fourniture de gants, gel hydroalcoolique et 2 distributeurs de gel) pour un montant total de 248,15 €
- Amicale Saint Pierre (1 distributeur de gel hydroalcoolique) pour un montant total de 86,35 €
- Amicale des retraités Les Cyclamens (1 distributeur de gel hydroalcoolique) pour un montant total de 86,35 €.

Le Conseil municipal, après délibération,

DECIDE de refacturer aux associations les diverses fournitures et équipements acquis par la Commune dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID 19, comme suit :

Inter associations : montant total 248, 15 €

Amicale Saint Pierre : montant total 86,35 €

Amicale des retraités Les Cyclamens : montant total 86,35 €

DCM 2020.10.106

Retrait délibération n°2020.07.069 du 27 Juillet 2020 mission maîtrise d'œuvre pour la construction de deux logements au lotissement Les Terrasses de l'Adour

Rapporteur : Christian DUCOS Maire

VU la délibération n°2020.07.069 du 27 juillet 2020 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction de deux logements mitoyens sur le lot n°28 du lotissement communal « Les Terrasses de l'Adour » pour un montant de 5 750 € HT ;

VU la délibération n°2020.05.041 du 27 mai 2020 portant délégation de pouvoir au Maire aux termes du 4° de l'article L2122.22 du code général des collectivités territoriales qui dispose que le maire peut être chargé « de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des

accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget » ;

Considérant que l'assemblée délibérante s'est dessaisie de sa compétence en la matière.

Considérant que le contrat de maîtrise d'œuvre attribué à Mme LACHAUD Marion, architecte ne comporte qu'une partie de la mission de base en méconnaissance des prescriptions des articles L2431-3 et R2431-4 du code de la commande publique relatifs aux éléments de mission de maîtrise d'œuvre privée portant sur les ouvrages de bâtiment.

En effet, l'article R2431-4 du code de la commande publique prévoit, s'agissant des opérations de construction neuve qu'une mission de base confiée au maître d'œuvre ne peut faire l'objet que d'un contrat unique dont les éléments sont indissociables.

VU le recours gracieux notifié à la Commune en date du 31 Août 2020, prévu à l'article R.421-2 du Code de Justice Administrative ouvert au Préfet au titre du contrôle de légalité.

Notre conseil municipal est invité à retirer la délibération n° 2020.07.069 du 27 juillet 2020, ainsi que le contrat de maîtrise d'œuvre irrégulier conclu avec Mme Marion LACHAUD.

Le Conseil municipal, après délibération,

DECIDE de retirer la délibération n° 2020.07.069 du 27 juillet 2020, ainsi que le contrat de maîtrise d'œuvre irrégulier conclu avec Mme Marion LACHAUD.

Table des délibérations de la séance du 19 Octobre 2020

- 2020.10.095** - Adoption du règlement intérieur du Conseil Municipal
- 2020.10.096** - Budget Commune : décision modificative n°2
- 2020.10.097** – Budget Commune : décision modificative n°3
- 2020.10.098** – Révision loyer cabinet infirmier au Pôle Santé
- 2020.10.099** – Pôle santé : Convention occupation temporaire local au profit de la SCM cabinet infirmier BRUNELLE EMONT
- 2020.10.100** – Mise en oeuvre RIFSEEP par cadre d'emplois
- 2020.10.101** – Budget Commune : décision modificative n°4
- 2020.10.102** – Facturation divers travaux
- 2020.10.103** – Approbation convention tripartite entre la Commune, le Club bouliste souprossais et l'Amicale des retraités Les Cyclamens pour la mise à disposition des salles associatives au boulodrome
- 2020.10.104** – Appel aux dons pour les Alpes Maritimes
- 2020.10.105** – Refacturation de produits d'hygiène et petits équipements à diverses associations dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID 19
- 2020.10.106** – Retrait délibération n°2020.07.069 du 27 Juillet 2020 mission maîtrise d'œuvre pour la construction de deux logements au lotissement Les Terrasses de l'Adour